

CHILI

La croissance a été solide en 2012, surtout sous l'impulsion de la demande intérieure alimentée par la hausse des salaires réels et de nombreuses créations d'emplois. Malgré la forte utilisation des capacités de production et la faiblesse du chômage, l'inflation globale et l'inflation sous-jacente sont restées dans la partie inférieure de la fourchette de tolérance de la banque centrale (2 à 4 %). Un ralentissement de l'activité est prévu l'année prochaine à cause de l'affaiblissement de la conjoncture mondiale. Les marchés d'exportation, notamment la Chine, se renforçant à la fin de 2013, on anticipe une accélération de la croissance en 2014 à un rythme de 5 ½ pour cent environ.

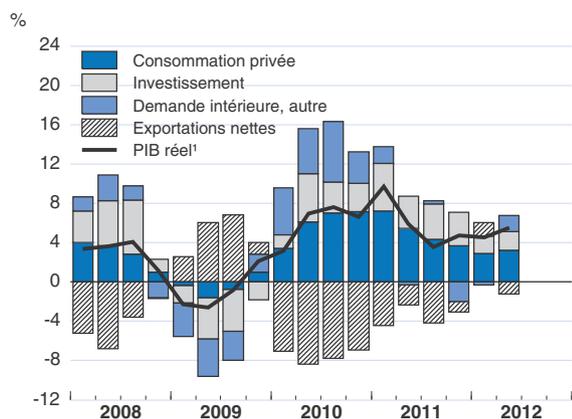
Le ralentissement économique au cours de l'année à venir permettra de contenir l'inflation dans les limites de la fourchette visée par la banque centrale. L'orientation actuelle de la politique monétaire ne devrait donc pas changer. L'assainissement budgétaire s'est poursuivi, mais de nouvelles mesures destinées à éliminer le déficit structurel de 1 % du PIB contribueraient à renforcer suffisamment les réserves financières de l'État pour qu'il puisse réagir plus rapidement en cas d'évolutions défavorables. Il serait également judicieux d'étoffer le dispositif récemment mis en place de transferts monétaires destinés aux pauvres, qui sont couplés à des mesures de renforcement de l'employabilité des bénéficiaires.

L'économie a affiché de bonnes performances

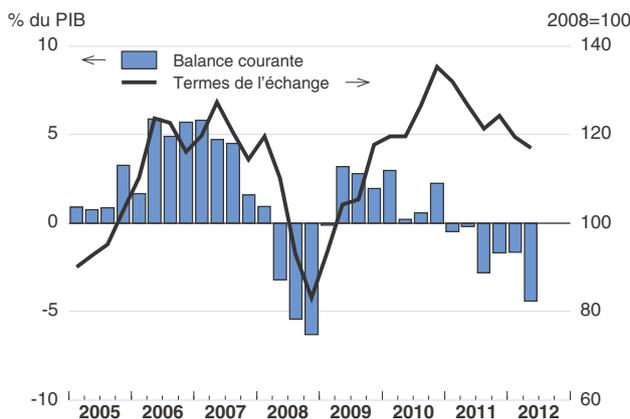
L'expansion a été rapide en 2012, grâce à la vigueur de la demande intérieure. La progression des salaires réels et de l'emploi a donné confiance aux ménages et stimulé la consommation, tandis que les tensions sur les capacités productives et des conditions financières favorables ont dynamisé les investissements. Ils ont notamment été importants dans les mines, l'énergie et la construction. L'inflation s'est atténuée en cours d'année et les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. Certaines composantes de l'inflation sous-jacente ont continué à augmenter rapidement, en particulier les prix des services non exportables dont la hausse a oscillé autour de 5 %, mais l'inflation globale

Chili

La croissance de la demande intérieure a été soutenue
Contribution à la croissance du PIB réel



Le déficit de la balance courante s'est creusé



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : Banque centrale du Chili.

Chili : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
PIB aux prix du marché	96 799.2	6.1	5.9	5.2	4.6	5.4
Consommation privée	57 713.2	10.0	8.8	5.3	5.0	5.2
Consommation publique	12 219.9	3.9	3.9	3.7	2.6	2.0
Formation brute de capital fixe	21 026.6	14.3	17.6	7.4	7.0	6.7
Demande intérieure finale	90 959.7	10.3	10.2	5.7	5.2	5.2
Variation des stocks ¹	-1 464.6	4.1	-0.6	0.5	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	89 495.1	14.8	9.4	6.2	4.8	5.1
Exportations de biens et services	35 849.0	1.4	4.6	3.8	4.1	5.1
Importations de biens et services	28 545.0	27.4	14.4	4.1	6.0	4.4
Exportations nettes ¹	7 304.0	-7.6	-2.8	0.0	-0.6	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	7.5	2.8	0.5	2.5	3.2
Indice des prix à la consommation	—	1.4	3.3	3.2	2.8	3.1
Déflateur de la consommation privée	—	1.3	3.4	3.8	2.8	3.0
Taux de chômage	—	8.1	7.1	6.5	6.8	6.8
Solde de l'administration centrale ²	—	-0.4	1.3	-0.2	-0.8	-0.9
Balance des opérations courantes ²	—	1.5	-1.3	-3.4	-3.6	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747681>

est restée modérée du fait de l'évolution des prix de l'énergie et de l'appréciation du peso.

Le déficit de la balance courante persiste malgré des termes de l'échange favorables

Le solde des paiements courants s'est dégradé à cause de l'affaiblissement de la demande étrangère, et ce malgré des termes de l'échange favorables bien qu'en baisse. L'amélioration du contexte extérieur en 2013-14 devrait permettre une progression des exportations en volume et une certaine réduction du déficit de la balance courante.

La politique budgétaire est restée relativement neutre

La politique budgétaire a été conduite conformément à l'objectif officiel d'un déficit structurel de 1 % du PIB en 2014. Les dernières estimations du gouvernement font état d'un léger déficit de base de 0,2 % du PIB en 2012 et d'un déficit structurel déjà à 1 %. Le projet de budget pour 2013 prévoit une hausse de près de 5 % des dépenses réelles, centrée sur l'éducation, qui fera augmenter le déficit global d'un ½ point de PIB ; néanmoins, le déficit structurel resterait à 1 %. Bien que cela corresponde à l'objectif du gouvernement, de nouvelles mesures visant à résorber le déficit structurel contribueraient à renforcer les réserves financières de l'État, qui ont été utiles dans le passé récent pour faire face à des évolutions défavorables.

**On prévoit un léger
affaiblissement de la
croissance à court terme**

Du fait du contexte extérieur plus difficile attendu l'an prochain et de contraintes sur les capacités de production intérieures, on prévoit un certain ralentissement de l'activité en 2013. La croissance redémarrera en 2014 sous l'effet d'une amélioration de la conjoncture mondiale et d'un redressement des exportations en volume. L'inflation devrait se stabiliser à proximité du centre de la fourchette ciblée et pourrait s'accélérer de nouveau en 2014.

**Les principaux risques sont
d'origine extérieure**

L'un des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions est qu'un ralentissement mondial plus marqué pèse sur les exportations et sur les prix du cuivre, ce qui affaiblirait davantage la croissance. Une hausse des prix de l'énergie et des autres produits de base pourrait susciter des tensions inflationnistes, surtout au regard des contraintes actuelles de capacités.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-14-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.